

BAZOOKA

Une option définitive pour les sanctions ?

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Au vu de son âge, et s'il possède une bonne mémoire, le ministre Benbouzid se souviendrait qu'il n'a passé à l'examen du bac que cinq ou six épreuves. Imposer 11 ou 12 épreuves à nos lycéens relève de la démente pédagogie. Quand son secrétaire général, M. Boubekur Khaldi, parle de préserver la crédibilité du bac qui est un diplôme universel, il devrait se souvenir que la première fonction du bac réside dans l'accès aux études supérieures. Le bac est accessoirement un diplôme ; il est avant tout le sésame de l'université et c'est bien pour cela qu'à l'époque où nous l'avons passé notre bac était signé du recteur de l'université et ses jurys présidés par des profs d'université. Par cette fonction, l'examen du bac établit si le candidat possède, dans sa filière, les connaissances et les capacités d'entamer, avec un minimum de chances, cette fameuse formation universitaire, qui, elle, est qualifiante, c'est-à-dire productrice de compétences. Ce qui n'est pas, mais alors pas du tout, la fonction du lycée ou, autrement dit, de l'enseignement général. Les formations qualifiantes ou productrices de compétences relèvent d'un autre système : celui de la formation professionnelle, des lycées techniques (on voit mieux aujourd'hui pourquoi, Benbouzid veut l'extinction des lycées techniques puisqu'en filigrane, c'est tout le système secondaire qui devient enseignement technique en le faisant passer de la mission principale de l'acquisition des langues et des sciences à l'apprentissage d'une compétence) et celui de l'université. C'est de ces trois sous-systèmes que sortent les ouvriers, la maîtrise ou les ingénieurs et médecins.

Cette réforme poursuit des buts, nulle part dévoilés au grand public et jamais discutés avec la société. Les lycéens le sentent et le comprennent. En réalité, c'est le ministère qui dévalorise le bac en en faisant un demi-diplôme professionnel tout en lui gardant, pour les meilleurs, un rôle de demi-sésame pour la formation universitaire puisque qu'il ne suffit plus pour accéder librement à la filière qu'il est censé ouvrir. En exigeant des notes minima pour les filières « dures » telles que médecine, architecture, etc. l'université tient en suspicion la validité de ce diplôme et s'il est tenu en suspicion dans son propre pays, pour quoi le bac algérien jouirait-il d'une reconnaissance internationale béate ?

Ajoutez à cela la reconnaissance officielle, par le ministre lui-même, que les manuels des enfants sont truffés de fautes dans toutes les disciplines et ajoutez aussi la reconnaissance par le même ministre que les programmes ne peuvent être assimilés puisqu'il demande l'organisation de cours de soutien et vous aurez le tableau sinistre d'élèves réduits à un « esclavage pédagogique » qui avoue son nom. Cette protestation lycéenne est tout à fait justifiée. Le ministère a échoué à mobiliser les parents contre leurs enfants quand il leur a demandé de les dissuader de faire grève directement ou par les associations. Il passe maintenant à une phase supérieure : la menace de sanctions et d'exclusions. En paroles, il a choisi la guerre aux élèves plutôt que le dialogue. Il sait pourtant qu'il a déjà perdu cette bataille et qu'il devra satisfaire un minimum de revendications lycéennes. Ah ! Mais le pouvoir de décider seul ?

M. B.

PERISCOPE

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Mercredi 23 janvier 2008 - Page 2

«REDRESSEMENT» CHEZ TOUATI ?

Un «mouvement de redressement» semble être en préparation au FNA, dont le président s'est déclaré ouvertement contre l'option d'un troisième mandat pour Bouteflika. Ainsi, à en croire des sources sûres, certains cadres du parti de Moussa Touati, se prévalant d'un «soutien d'en haut», viennent de lancer une pétition exigeant la tenue d'un congrès extraordinaire pour le changement de la direction actuelle et le soutien à l'option d'une révision constitutionnelle en vue de permettre à Bouteflika de briguer un troisième mandat.



La présidence enquête

La présidence a déclenché une enquête au niveau des services de la Générale des concessions agricoles (GCA) de Biskra. Ces investigations portent sur une série de marchés d'une valeur totale de 387 milliards de centimes, dont aurait bénéficié un seul opérateur. Une commission se serait déjà déplacée sur place afin de récupérer les documents concernant ce nouveau scandale.



H. H. C. attend toujours

Faute d'enveloppe, le projet de création de nouvelles chaînes thématiques par l'ENTV semble

encore loin de voir le jour. C'est ce que révèlent des sources proches de l'Unique en précisant que bien que ficelé depuis longtemps, le dossier de ces nouvelles chaînes attend toujours le feu vert de la présidence.



Guerre de succession

Le renouvellement des structures organiques tant au sein des unions de wilaya que chez les fédérations de l'UGTA est au centre des tractations au niveau de la Centrale

syndicale. Si jusque-là, les choses ont évolué dans la discrétion la plus totale pour les wilayas de l'intérieur du pays, il n'en demeure que les congrès des unions de wilaya de Constantine et d'Alger, attendus pour mars prochain, sont au centre de tous les enjeux.



lehic.dz@hotmail.com